NOTE DE DONNÉES
Octobre 2026 | N° 10

L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE AU CANADA EST DE PLUS EN PLUS ASSOCIÉE À L'OPPOSITION À L'IMMIGRATION

L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE MIGRATOIRE CANADIEN

Le soutien de la population canadienne à l'immigration a chuté de façon marquée ces dernières années, dans un contexte d'inquiétudes croissantes concernant le coût de la vie et l'insécurité économique. À partir des données sur les élections canadiennes remontant à 1988, nous constatons que les personnes qui se sentent en situation d'insécurité économique sont plus susceptibles d'avoir une opinion négative sur l'immigration. Cette corrélation est plus visible depuis 2019. Les attitudes négatives envers l'immigration vont également souvent de pair avec un appui aux partis politiques de droite. Un lien amplifié depuis 2019. Notre analyse suggère que, bien que le Canada ait historiquement été moins divisé sur la question de l'immigration que d'autres pays, les pressions financières croissantes rendent ces tensions de plus en plus difficiles à ignorer.

Matthew Polacko
Chercheur postdoctoral
Département de sciences politiques
Université de Calgary

Peter Graefe
Professeur
Département de sciences politiques
Université McMaster

Simon Kiss
Professeur
Droits de la personne et sciences politiques
Université Wilfrid Laurier

MISE EN CONTEXTE

Jusqu'à récemment, le Canada se démarquait en Occident par son soutien indéfectible à l'immigration, qui ne représentait pas un enjeu électoral. Une grande partie des électeurs de tous les principaux partis politiques appuyait la politique d'immigration du pays (Banting et Soroka, 2020). Pendant que les partis conservateurs ailleurs dans le monde ont su gagner un électorat grâce à des discours anti-immigration, ceux du Canada sont restés favorables à l'immigration et au multiculturalisme. Cependant, l'Environics Institute for Survey Research a montré que le pourcentage de Canadiens estimant que l'immigration est trop importante a augmenté de 21 points de pourcentage entre 2019 et 2022 (Environics, 2025). Pour la première fois depuis 1999, les répondants canadiens qui estiment qu'il y a trop d'immigration sont plus nombreux que ceux qui pensent le contraire (Environics Institute, 2025). Pollara Strategic Insights (2025) fait état d'une baisse de 29 points de pourcentage entre 2002 et 2025 dans la perception que l'immigration représente un avantage pour le Canada.

L'hostilité envers l'immigration a joué un rôle essentiel dans le succès électoral de l'extrême droite dans les démocraties avancées. Les électeurs confrontés à l'insécurité économique se sont montrés particulièrement réceptifs aux arguments de ces partis. Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que l'insécurité économique pousse les électeurs à soutenir les partis de gauche et leurs

CENTRE D'EXCELLENCE SUR LA FÉDÉRATION CANADIENNE
IRMS CONCORDIA INSTITUTE FOR RESEARCH ON MIGRATION AND SOCIETY INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES MIGRATIONS ET LA SOCIÉTÉ
THE UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA Centre for Migration Studies

politiques sociales redistributives, le chômage en Europe et aux États-Unis a plutôt alimenté les attitudes anti-immigration et le vote de droite (Cohen, 2018 ; Dehdari, 2021 ; Golder, 2016).

Au Canada, la récente chute du soutien à l'immigration soulève une question : l'insécurité économique et l'hostilité envers l'immigration pourraient-elles commencer à définir le clivage entre la gauche et la droite ? Si la baisse du soutien des Canadiens à l'immigration s'avère durable, verrons-nous le Parti conservateur du Canada (ou d'autres partis) tenter de mettre à profit cette division en rompant avec le consensus ? En déclarant en 2025 qu'il faut « plus de gens qui partent que de gens qui arrivent » (Duch, 2025, par. 1), le chef conservateur Pierre Poilièvre a laissé entendre que le consensus transpartisan sur l'immigration s'érode et que l'immigration pourrait devenir un enjeu électoral important.

MESURE DE L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Lorsque Environics a demandé aux répondants en 2025 d'expliquer pourquoi ils s'opposaient à l'immigration, les deux principales raisons étaient de nature économique : les gens craignaient les conséquences d'une immigration excessive à la fois sur les prix des logements et sur le marché du travail.

Mesurer l'insécurité économique est difficile. Étant donné que le fait d'avoir un emploi contribue grandement au sentiment de sécurité économique de la plupart des gens, les chercheurs en sciences sociales examinent souvent si les répondants aux enquêtes sont au chômage ou l'ont déjà été. Le contexte contemporain ajoute cependant une complication supplémentaire : la vulnérabilité d'une personne face à la perte d'emploi ne peut pas nécessairement être évaluée à partir de ses antécédents de chômage. Les changements technologiques ou la conjoncture financière peuvent perturber des secteurs de l'économie auparavant stables. Plus important encore, la situation financière d'une personne peut être affectée par des événements sans rapport avec le chômage, tels qu'une forte hausse du coût du logement ou d'autres biens de première nécessité, des dépenses imprévues, comme des réparations de véhicule ou des soins dentaires coûteux, ou encore des changements dans la situation familiale, comme un divorce. Pourtant, dans certains cas, avec l'essor de l'économie à la tâche et des contrats à court terme, les gens peuvent s'habituer au chômage sans crainte ou anxiété.

Dans le cadre d'autres recherches, nous avons posé plusieurs questions subjectives sur les conséquences d'une perte d'emploi (Polacko *et al.*, 2024). Dans la présente note, nous mesurons l'insécurité financière en examinant comment les gens évaluent leur situation financière au cours de la dernière année (pire qu'avant, meilleure ou identique) et nous cherchons à évaluer la relation entre cette évaluation et leur perception des immigrants. Nous examinons également si une corrélation entre ces deux éléments les rend plus enclins à appuyer les partis conservateurs[1]. Nous constatons que les relations entre les habitudes de vote, l'évaluation de la situation financière personnelle et les attitudes envers l'immigration ont évolué lors des récentes élections, ce qui ouvre la voie à une politisation de la politique d'immigration dans le cadre des élections.

[1] Nous mesurons la situation financière au moyen de la question suivante : « Au cours de la dernière année, votre situation financière s'est-elle : améliorée, maintenue à peu près au même niveau détériorée ? » Le sentiment à l'égard de l'immigration est mesuré à l'aide de la question : « Pensez-vous que le Canada devrait admettre : plus d'immigrants, moins d'immigrants, à peu près le même nombre d'immigrants ? » Le vote est une variable binaire qui mesure le vote pour les partis de droite, soit le Parti conservateur du Canada (PCC) et le Parti populaire du Canada (PPC).

ATTITUDES ET VOTE, DE 1988 À 2021

L'insécurité économique est-elle désormais plus fortement associée à un sentiment anti-immigration ? La couverture médiatique récente établit souvent un lien entre l'accueil massif d'immigrants temporaires (en particulier les étudiants étrangers) et l'inaccessibilité au logement ainsi que les taux élevés de chômage chez les jeunes.

La figure 1 présente le soutien moyen aux différents niveaux d'immigration en fonction de l'évaluation que font les répondants de leur propre situation financière, de 1988 à 2021. Nous avons distingué les répondants qui ont jugé leur situation financière « pire » de ceux qui l'ont jugée « identique » ou « meilleure ».

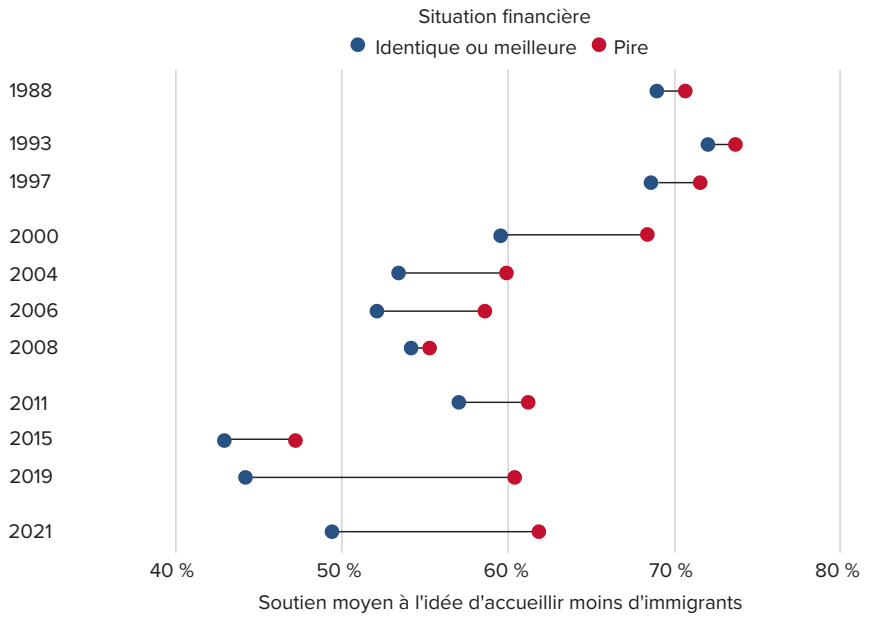


Figure 1. Soutien à l'idée d'admettre moins d'immigrants, suivant la situation financière personnelle
Élections fédérales canadiennes, 1988 à 2021

Source : Étude électorale canadienne

À chaque élection générale fédérale depuis 1988, les répondants qui jugeaient leur situation financière « pire » se sont montrés plus opposés à une augmentation de l'immigration que ceux qui la jugeaient « identique » ou « meilleure ». Cependant, il y avait peu de différence entre ces groupes jusqu'en 2000, année où un écart d'environ huit points de pourcentage s'est creusé. Cet écart s'est ensuite légèrement réduit jusqu'aux élections de 2015. Le changement le plus marquant a été observé lors des élections de 2019 et de 2021, alors que l'écart s'est considérablement accentué pour atteindre respectivement environ 16 et 13 points de pourcentage. Lors des dernières élections, nous constatons que les préoccupations financières personnelles ont joué un rôle beaucoup plus important dans l'attitude des Canadiens envers les immigrants.

Cette évolution récente a-t-elle une incidence sur le vote lors des élections canadiennes ? Afin d'examiner la relation entre l'évaluation de la situation financière personnelle, le sentiment anti-immigration et le choix des électeurs, nous avons élaboré un modèle plus complexe que nous avons utilisé pour regrouper et analyser les élections de 1988 à 2015 et de 2019 à 2021. La figure 2 se sert de ce modèle pour illustrer l'effet de l'évaluation de la situation financière personnelle sur le vote en faveur des partis de droite en fonction du sentiment à l'égard de l'immigration, pour les périodes de 1988 à 2015 (à gauche) et de 2019 à 2021 (à droite)[2]. Elle montre un effet positif, mais limité,

[2] Dans le cadre de cette analyse, nous estimons des résultats électoraux groupés en tenant compte d'une interaction entre l'*opinion à l'égard des immigrants* et l'*évaluation de la situation financière personnelle*. Il n'est pas possible de présenter les tableaux contenant l'entièreté des données produites par ces modèles dans le présent document.

au cours de la première période, tandis que l'effet est négatif et marqué au cours de la période la plus récente. Au cours des deux périodes, le niveau de soutien à la droite chez les répondants ayant une opinion favorable de l'immigration n'a pratiquement pas varié en fonction de l'évaluation qu'ils faisaient de leur situation financière. Cependant, avant 2019, les répondants ayant des sentiments anti-immigration étaient *moins* susceptibles de voter pour la droite s'ils estimaient que leur situation financière se détériorait; après 2019, ces répondants étaient nettement *plus* susceptibles de voter pour la droite. En passant d'une perception très positive à une perception très négative de leur situation financière, les répondants étaient plus susceptibles de soutenir la droite après 2019 à raison d'environ sept points de pourcentage.

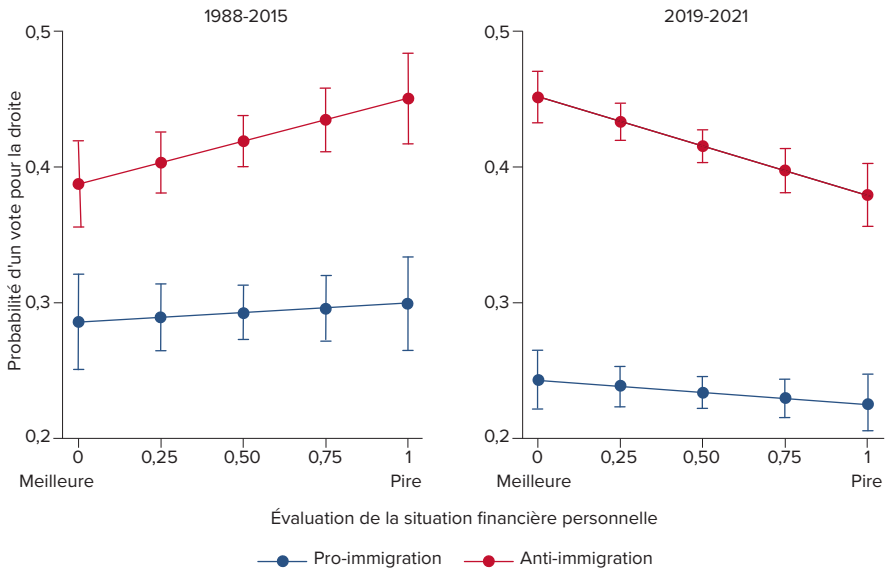


Figure 2. Évaluation de la situation financière personnelle selon l'attitude envers l'immigration comme prédicteur du vote à droite, 1988-2021

Note : Effets marginaux moyens de l'évaluation par les électeurs de leur situation financière personnelle selon leur attitude à l'égard de l'immigration sur la probabilité d'un vote à droite, par période, avec des intervalles de confiance à 95 %. Ces résultats proviennent de modèles de régression logistique groupés.
L'axe des y représente la probabilité qu'un électeur vote pour un parti de droite, en fonction des cotes visualisées concernant son évaluation de sa situation financière personnelle et son attitude envers l'immigration, après avoir contrôlé l'âge, le niveau d'études, le sexe, le revenu, la région, le lieu de naissance, l'idéologie gauche-droite, l'évaluation de l'économie nationale et l'année électorale.
Source : Étude électorale canadienne

Par conséquent, les élections de 2019 et de 2021 ont fait émerger une relation comportementale : un lien plus étroit entre les difficultés financières personnelles, l'hostilité à l'égard de l'accueil des immigrants et le soutien aux partis de droite.

DISCUSSION ET CONCLUSIONS

Cette analyse nous permet d'établir trois constats.

D'abord, si l'on examine l'évolution dans le temps, on constate que les effets du sentiment anti-immigration sont désormais beaucoup plus étroitement liés à la façon dont les individus perçoivent leur propre situation financière. On constate également que cette corrélation a pris davantage d'importance dans leur choix électoral. Les répondants opposés à l'immigration qui avaient une perception négative de leur situation financière avaient auparavant l'habitude de voter à gauche, ce qui reflétait peut-être un intérêt concret pour un filet de sécurité sociale plus étendu. Cependant, en 2019 et en 2021, ces répondants se sont tournés vers la droite, ce qui reflète peut-être le positionnement des conservateurs en tant que principal parti soucieux de contrôler les frontières et l'immigration.

Ensuite, la relation entre la situation financière personnelle, l'opinion sur l'immigration et le choix électoral était plus forte en 2019 et en 2021 qu'à tout autre moment depuis 1988. Ainsi, ces données pourraient être considérées comme des signes avant-coureurs d'une montée du sentiment anti-immigration depuis 2022. Il convient de souligner que les questions du sondage qui sous-tendent cette relation sont générales; elles portent uniquement sur la situation financière personnelle, qu'il s'agisse du revenu d'une personne, de sa situation sur le marché du travail ou de son pouvoir d'achat. Toutefois, les coûts du logement constituent également un facteur important pour mesurer la sécurité financière personnelle. Il se peut que l'hostilité récente envers l'immigration soit autant liée aux préoccupations concernant l'effet d'une immigration accrue sur les prix des maisons et des loyers qu'à la baisse des salaires ou à l'intensification de la concurrence pour les emplois[3].

Enfin, nos analyses montrent que les difficultés économiques ont récemment commencé à alimenter les attitudes anti-immigration et qu'elles peuvent entamer la formation d'un électorat susceptible de se tourner vers les partis de droite. Ce phénomène survient alors même que le consensus transpartisan entourant la politique d'immigration du Canada s'affaiblit et que les attitudes des partisans des différents partis se distinguent de plus en plus nettement. La stratégie adoptée par le PCC constitue donc un facteur déterminant dans l'évolution de cette situation. Sa décision de mettre en avant ou de minimiser les arguments anti-immigration jouera un rôle important dans le maintien ou l'érosion du consensus relativement unique qui règne au Canada en matière d'immigration.

[3] Il se peut aussi que le nouvel environnement médiatique ait fourni aux personnes dans une situation financière difficile un flux constant d'arguments attribuant la faute à l'immigration.

BIBLIOGRAPHIE

Banting, K. et Soroka, S. (2020). A distinctive culture? The sources of public support for immigration in Canada, 1980-2019. *Canadian Journal of Political Science*, *53*(4), 821-838. https://www.jstor.org/stable/27080906

Cohen, D. (2018). *When supply meets demand: Context-dependent mechanisms of radical right voting*, thèse de doctorat, Humboldt University of Berlin.

Dehdari, S. (2021). Economic distress and support for radical right parties — evidence from Sweden. *Comparative Political Studies, 55*(2), 191-221. https://doi.org/10.1177/00104140211024301

Duch, S. (2025, 14 juillet). Poilievre says Canada needs 'more people leaving than coming'. *Global News*. https://globalnews.ca/news/11288361/pierre-poilievre-population-growth/

Environics Institute For Survey Research. (2025, 16 octobre). *Canadian public opinion about immigration and refugees*. https://environicsinstitute.org/canadian-public-opinion-about-immigration-and-refugees-2025/

Golder, M. (2016). Far right parties in Europe. *Annual Review of Political Science, 19*, 477-497. https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-042814-012441

Polacko, M., Graefe, P. et Kiss, S. (2024). Subjective economic insecurity and attitudes toward immigration and feminists among voters on the right in Canada. *Social Science Quarterly*, *105*(2), 281-295. https://doi.org/10.1111/ssqu.13336

Pollara Strategic Insights. (2025, 18 juin). *Canadian views on immigration, 2002-2025*. https://www.pollara.com/canadian-views-on-immigration-2002-2025/

CENTRE D'EXCELLENCE SUR LA FÉDÉRATION CANADIENNE

Le Centre d'excellence sur la fédération canadienne est une initiative de recherche permanente de l'IRPP. Son objectif est d'approfondir la compréhension du Canada en tant que communauté fédérale.

https://doi.org/10.26070/bjbz-g472

IRPP